

Communiqué de presse

Embargo : Tuesday, July 17, 2012, 10 a.m.

le 17 juillet 2012

Rolf Bürkl
T +49 911 395-3056
rolf.buerkl@gfk.com

Ursula Fleischmann
Corporate Communications
T +49 911 395-2745
F +49 911 395-4041
ursula.fleischmann@gfk.com

GfK SE
Nordwestring 101
90419 Nuremberg

T +49 911 395 0
F +49 911 395 2209
public.relations@gfk.com
www.gfk.com

Management Board:
Matthias Hartmann (CEO)
Pamela Knapp (CFO)
Dr. Gerhard Hausrucking
Debra A. Pruent

Supervisory Board Chairman:
Dr. Arno Mahler

Commercial register
Nuremberg HRB 25014

L'intensification de la crise bancaire freine le développement économique en Europe

Résultats du deuxième trimestre 2012 de l'étude GfK Climat de la consommation en Europe et aux États-Unis

Nuremberg, le 17 juillet 2012 – La crise financière européenne s'est de nouveau intensifiée au deuxième trimestre. L'évaluation des consommateurs de l'avenir de leur économie et de leurs revenus ainsi que de leur disposition à faire des achats importants varie selon la mesure dans laquelle le pays concerné est affecté par cette évolution. Par conséquent, le moral de la population est particulièrement mauvais dans les pays en crise comme la Grèce, l'Espagne et l'Italie. C'est ce qui ressort de l'étude GfK Climat de la consommation en Europe qui offre un aperçu de l'évolution des anticipations économiques et de revenu et de la disposition à acheter parmi les consommateurs de 12 pays européens et des États-Unis.

Au cours des dernières semaines et des derniers mois, l'intensification de la crise bancaire a engendré le retour de la crise financière en Europe. La situation de l'Espagne montre à quel point la destinée d'un pays est étroitement liée à celle de ses banques. L'Union européenne a approuvé un plan d'aide de 100 milliards d'euros pour le gouvernement de Madrid afin de secourir ses institutions financières. La Grèce et l'Irlande ont déjà également bénéficié d'un plan d'aide de plusieurs milliards d'euros pour leurs banques. Plus la conjoncture est mauvaise dans un pays, plus la situation des banques est critique. Cette corrélation a été renforcée par la crise. D'une part, les institutions financières soutiennent leur gouvernement en difficulté en achetant des obligations d'État et, d'autre part, le gouvernement intervient lorsque la situation devient critique pour ses banques. Si le secteur financier d'un pays est mal en point, la dette de l'État essentiellement augmente. En conséquence, les agences de notation ne manquent pas d'abaisser la note de crédit de ce pays, comme cela a été récemment le cas pour l'Italie.

Au sommet de l'Union européenne qui s'est tenu à Bruxelles à la fin juin, les chefs d'État européens ont convenu d'élargir le plan d'aide pour soutenir les pays de la zone euro dont la situation est potentiellement précaire. À l'avenir, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et le Mécanisme européen de stabilité (MES) bénéficieront de davantage de flexibilité dans la mise en œuvre de leurs mesures existantes en matière de fonds de secours de manière à stabiliser les marchés des obligations d'État. Les pays en crise pourront désormais accéder plus facilement aux

fonds de secours européens et devront répondre à moins de conditions. L'Italie et l'Espagne souffrent actuellement de taux d'intérêt élevés et ont beaucoup de difficultés à mobiliser des fonds supplémentaires sur les marchés. Le fonds de crise MES pourra dorénavant offrir une aide directe aux banques, ce qui n'était pas auparavant possible dans le cadre du traité sur le MES. Les fonds, qui sont remis aux pays respectifs, augmentent la dette souveraine des pays. C'est pour cette raison que l'Italie et l'Espagne ont soulevé des objections et se sont assurées que ces fonds seraient remis directement aux banques secourues afin de préserver leur bilan national. Il est cependant indispensable d'établir une supervision uniforme des banques dans la zone euro, dans le cadre de laquelle la Banque centrale européenne jouera un rôle central. En outre, un programme de redressement économique de 120 milliards d'euros a été approuvé. Les marchés ont jusqu'à présent réagi positivement aux mesures accélérées.

Reste à savoir si ces mesures parviendront à réduire la gravité de la crise financière et à éviter la rupture de la zone euro dans les mois à venir. La volonté des gouvernements nationaux touchés et de leurs citoyens à mettre les réformes en œuvre sera un facteur décisif.

États-Unis : les Américains espèrent un redressement économique

L'économie des États-Unis a, jusqu'à présent, eu du mal à vraiment reprendre de l'élan. Les experts pensent qu'ils pourraient actuellement être confrontés à un deuxième creux économique. Pour aider à stimuler la croissance, le gouvernement a récemment maintenu son taux de cotisation sociale plus faible de 4,2 % jusque fin 2012 ; une réduction de 2 points de pourcentage avait été introduite en janvier 2011.

Toutefois, les Américains sont sensiblement plus optimistes que les Européens quant à l'avenir de leur économie en général. En outre, ils ont bon espoir que le marché du travail reprendra dans les mois à venir. Le taux de chômage qui, en avril, se situait à 8,1 % a atteint son plus bas niveau depuis janvier 2009. Cette baisse du chômage est en partie due à la prise de retraite anticipée de nombreux travailleurs plus âgés parce qu'ils n'ont pas retrouvé d'emploi. Depuis le mois d'août de l'année dernière, l'indicateur des anticipations économiques a progressé régulièrement de - 3,9 points à son niveau actuel de 21,2 points. La valeur moyenne pour la période précédente de l'étude était de neuf points. De nombreux Américains sont beaucoup moins optimistes quant à l'avenir de leur propre situation financière. Les anticipations de revenu se situent actuellement à 14,7 points et la moyenne à 20 points.

L'envie d'acheter des consommateurs est faible et les ventes au détail des États-Unis ont chuté pour la deuxième fois consécutive en mai. Par conséquent, la disposition à acheter des consommateurs américains a encore baissé au cours des quelques derniers mois. En juin, la valeur de

l'indicateur se situait au faible niveau de - 9,6 points et la moyenne à - 7 points. Les Américains ont, depuis longtemps, repris leurs vieilles habitudes. Bien que les traitements et salaires n'aient guère augmenté, les consommateurs achètent de nouveau à crédit. Ces derniers mois, le taux auquel les Américains ont emprunté était le plus élevé depuis dix ans. Inversement, le taux d'épargne a atteint son niveau le plus faible depuis la fin de l'année 2007.

Il est possible que le marché de l'immobilier ait atteint son plus bas niveau. Les loyers élevés et le bas niveau record des taux d'intérêt hypothécaires incitent les Américains à acheter de nouveau des biens immobiliers. Cependant, le marché est toujours loin d'être solide, et les experts prévoient qu'il ne reviendra pas à la normale avant 2016. Le secteur bancaire ne s'est également pas encore remis de la crise des hypothèques américaines. De nombreuses banques importantes ont été dégradées par leurs agences de notation au cours des dernières semaines. Par surcroît, la crise financière européenne a provoqué une chute des marchés financiers dans le monde entier, ce qui a réduit la confiance sur les marchés. Compte tenu de cette situation, les consommateurs américains gardent un œil vigilant sur leurs dépenses. Les experts prévoient qu'ils ne consommeront pas plus à moyen terme.

Anticipations économiques :	21,2 points	Moyenne :	9 points
Anticipations de revenu :	14,7 points	Moyenne :	20 points
Disposition à acheter :	- 9,6 points	Moyenne :	- 7 points

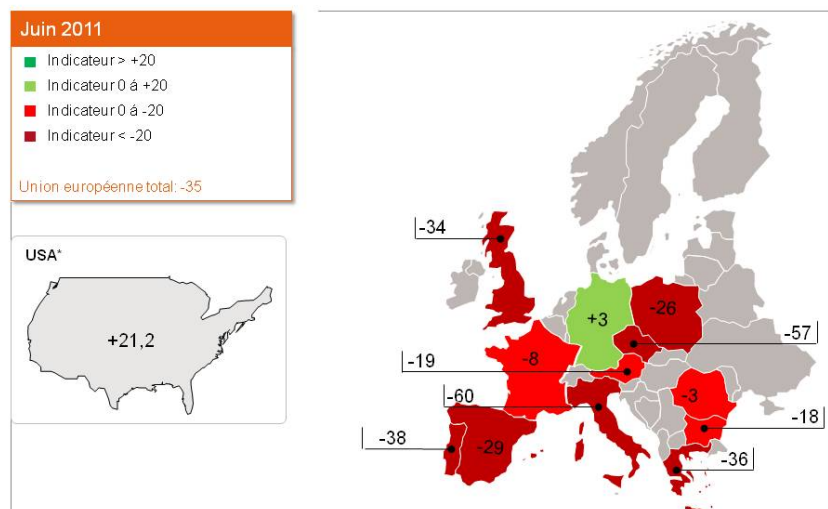
France : un été de vérités désagréables

La France n'a pas été épargnée par la crise de l'euro en cours, la montée en flèche des exigences de capitaux des états en mauvaise passe, à savoir la Grèce, Chypre et l'Espagne, et les cibles budgétaires déterminées par Bruxelles. Le président François Hollande doit comprimer les dépenses sans rompre ses promesses électorales. Si le gouvernement a l'intention de tenir sa promesse de réduire à la fois la dette et le déficit budgétaire dans les cinq prochaines années, il doit imposer des coupes draconiennes dans le pays. Les experts du ministère des Finances ont déjà calculé un déficit de 7 à 10 milliards d'euros pour cette année. Le rapport d'audit de la Cour des comptes rendu public au début du mois de juillet a révélé un manque supplémentaire de 33 milliards d'euros pour 2013. Des augmentations d'impôts et des coupes dans tous les secteurs publics en résulteront. La population française est confrontée à un été de vérités désagréables.

Anticipations économiques :	- 8,2 points
Anticipations de revenu :	- 23,0 points
Disposition à acheter :	- 17,6 points

Anticipations économiques : l'Italie s'effondre alors que le Portugal devient un modèle

Anticipations économiques en Europe



* Les valeurs des États-Unis ne peuvent pas être standardisées parce que les séries chronologiques sont trop courtes. Il n'y a donc pas de comparaison directe possible entre ces valeurs et les valeurs de l'Union européenne.
Source : Étude sur la consommation de la Commission européenne, indicateur de GfK, pour les États-Unis : Étude GfK sur la consommation

La recrudescence de la crise financière a pris presque toutes les économies européennes au dépourvu. Toutefois, le Portugal et la Roumanie offrent une lueur d'espoir. La perspective du redressement économique a été considérée la moins probable par les consommateurs en Italie (- 60,2 points) et en République tchèque (- 57,1 points). Les valeurs les plus élevées ont été enregistrées en France (- 8,2 points), en Roumanie (- 2,6 points) et en Allemagne (3,0 points). La moyenne de l'Union européenne se situe à - 35 points. Aux États-Unis, l'indicateur s'établit à 21,2 points.

En **Italie**, les anticipations économiques ont baissé considérablement au cours des trois derniers mois. En mars, la valeur de l'indicateur se situait à - 22,5 points et en juin, elle avait dégringolé jusqu'à - 60,2 points. Le pays est devenu l'enfant à problèmes de l'Union européenne. L'Italie est en pleine récession, et il est peu probable qu'elle en sorte dans un avenir proche. Suite à la baisse de 0.8% de l'économie italienne au premier trimestre de 2012, les chiffres préliminaires indiquent que cette évolution fâcheuse s'est poursuivie au deuxième trimestre. Cette année, l'Italie pourrait connaître la pire récession de son histoire. Comme les consommateurs limitent plus que jamais leurs achats, les ventes dans le secteur commercial se sont effondrées. En outre, le gouvernement doit mettre en œuvre un programme d'austérité draconien. Les exportations ne sont d'aucun soutien et l'industrie est de moins en moins présente sur le marché mondial. À l'heure actuelle, les exportations de produits italiens ne s'élèvent qu'à 375 milliards d'euros. Depuis l'intensification de la crise bancaire en Espagne, les marchés italiens sont de nouveau surveillés de

très près. L'Italie a été dégradée par les agences de notation au cours des dernières semaines. Tant que l'économie ne se redressera pas, la dette continuera à augmenter et le pays sera contraint à payer des taux d'intérêt toujours croissants pour les obligations d'État. Reste à savoir si le sommet de l'Union européenne de la fin juin a réussi à insuffler une confiance durable sur les marchés.

Les anticipations économiques en **Autriche** se sont de nouveau considérablement améliorées au cours des dernières semaines et des derniers mois bien que l'indicateur ait légèrement baissé en juin. De - 30,5 points en mars, il a atteint le niveau élevé de - 10,2 points, mais il se situe actuellement à - 18,6 points, ce qui montre que la population a confiance dans les mesures de son gouvernement. Les Autrichiens ont perçu le dernier train de réformes de leur gouvernement, les mesures fiscales et d'austérité comprises, comme une démarche concrète vers le plafonnement de la dette et la stabilité à long terme des finances. La nette progression de l'indicateur des anticipations économiques à une époque où la crise financière européenne s'intensifie témoigne de la confiance des consommateurs autrichiens dans leur économie. Parmi ces consommateurs figurent de nombreux prestataires de services compétitifs et bon nombre d'entreprises industrielles de taille moyenne, qui ont pris des risques considérables au cours des dernières années. Avec un coefficient d'exportation de 95 %, ils ont conquis plusieurs créneaux de marché internationaux. Presque sans que les autres pays européens s'en rendent compte, l'Autriche est devenue l'un des pays les plus riches du monde. Elle se situe actuellement au troisième rang en Europe pour ce qui est des résultats économiques par tête. Ces bases économiques solides permettront très probablement à l'Autriche de survivre à la crise européenne sans être trop négativement affectée. C'est ce que pensent les consommateurs autrichiens en tout cas.

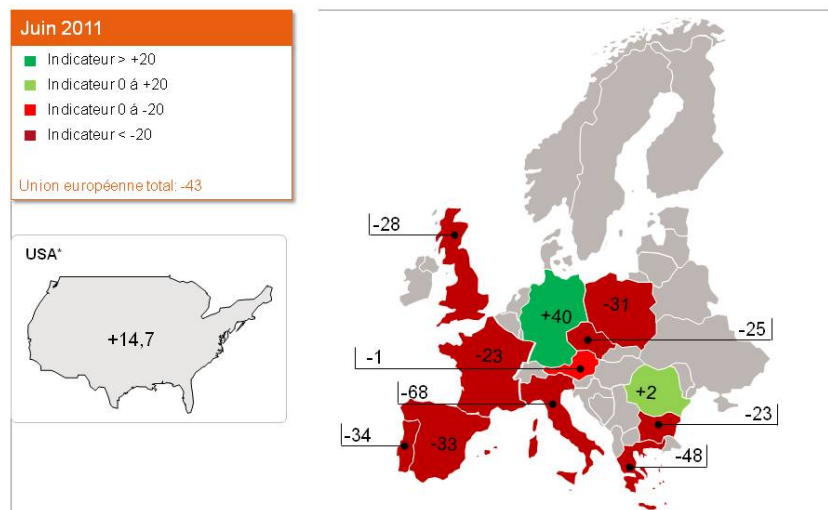
Malgré la recrudescence de la crise financière européenne, les anticipations économiques en **Roumanie** se sont encore améliorées. Bien qu'à - 26,2 points en mars, l'indicateur a grimpé jusqu'à - 2,6 points en juin et a donc atteint sa valeur la plus élevée depuis novembre 2008. L'indicateur a atteint son niveau le plus bas en juin 2010 avec - 71 points. Malgré toutes les difficultés, l'économie roumaine s'est depuis stabilisée petit à petit. En 2011, le pays a enregistré une croissance économique de 2,5 % du PIB. Les anticipations économiques sont également positives pour 2012, des taux situés entre 1,5 et 2 % du PIB étant prévus. La Roumanie a réussi à ne pas dépasser le seuil de déficit fixé à 4,4 % du PIB en 2011. Le taux de chômage enregistré officiel se situe à 7,7 %. Cette évolution positive est cependant toujours précaire et dépend beaucoup de la situation économique dans la zone euro, vers laquelle sont effectuées 55 % des exportations roumaines. Pour 2012, le gouvernement roumain a fixé un nouveau plafond d'emprunt de 1,9 % du PIB. En Roumanie également, on demande de plus en plus une compensation de la

consolidation budgétaire essentielle à l'aide d'incitations à la croissance plus importantes et d'une amélioration considérable de la compétitivité. L'accroissement du développement économique dépendra de l'efficacité avec laquelle la Roumanie relancera la demande intérieure.

Pour l'instant, les anticipations économiques ne se sont améliorées que légèrement au **Portugal** ; elles sont passées de - 40,6 points en mars à - 37,7 points en juin. Cependant, le pays présente des signes de croissance lente mais régulière depuis septembre 2011. En fait, en juin, l'indicateur a atteint la valeur la plus élevée depuis septembre 2010, ce qui corrobore les récentes rumeurs positives sur le pays. Bien que le Portugal ait été contraint à solliciter un plan d'aide européen, il exploite pleinement l'aide de l'Union européenne et les orientations fixées en matière de réforme pour redevenir compétitif. Le gouvernement demande de grands sacrifices de la part de sa population : réductions de salaires dans le secteur public et coupes pour les retraités dans les domaines de la santé, de l'enseignement et du social. La TVA a été augmentée et s'élève actuellement à 23 %. En raison de la taxe sur le carburant, un litre d'essence coûte maintenant 1,78 €, plus qu'en Allemagne. Les primes de vacances et de Noël ont été réduites dans le secteur public et pour les retraités, mais la Cour a jugé que cette mesure était inconstitutionnelle car elle viole le principe d'égalité de traitement, ce qui rend la maîtrise du budget plus difficile pour le gouvernement. Quatre jours fériés nationaux seront annulés en 2013. La plupart des autoroutes sont maintenant payantes et les soins de santé sont plus coûteux en raison de l'introduction d'une nouvelle taxe. Tout le monde n'est pas d'accord sur le fait que les mesures d'aide européennes soient la solution, et les réformes qui ont été mises en place sont loin d'être considérées comme une réussite. Toujours est-il que ces efforts ont réduit le déficit budgétaire de 9,8 % du PIB en 2010 à 4,5 % en 2011. Le tourisme continue à se développer, mais plus lentement en raison de la baisse de la demande interne, et l'économie se contractera d'environ 3 % cette année. Tout n'est donc pas encore sur une trajectoire positive. Le taux de chômage se situe actuellement à environ 15 %. Selon les estimations de l'Union européenne, la dette souveraine globale atteindra 114 % du PIB en 2012. Par conséquent, le Portugal a encore beaucoup à faire, mais il espère toujours surmonter la crise.

Anticipations de revenu : élevées en Allemagne ; espoir prudent pour la Grèce

Anticipations de revenu en Europe



* Les valeurs des États-Unis ne peuvent pas être standardisées parce que les séries chronologiques sont trop courtes. Il n'y a donc pas de comparaison directe possible entre ces valeurs et les valeurs de l'Union européenne.

Source : Étude sur la consommation de la Commission européenne, indicateur de GfK; pour les États-Unis: Étude GfK sur la consommation

Dans de nombreux pays européens, les consommateurs s'attendent à une augmentation des revenus dans les mois à venir, quoique, souvent, à un très faible niveau. L'indicateur s'est en général stabilisé ou a même affiché une amélioration. Les valeurs les plus faibles ont été enregistrées au Portugal (- 33,7 points), en Grèce (- 48,0 points) et en Italie (- 68,0 points). Les Autrichiens (- 1,0 point), les Roumains (1,6 point) et les Allemands (40,1 points) s'attendent à une augmentation des revenus. L'indicateur de l'Union européenne affiche une moyenne de - 43 points et celui des États-Unis se situe à 14,7 points.

Les **Allemands** s'attendent toujours à une augmentation des revenus. L'indicateur, qui affichait le niveau déjà élevé de 34,3 points en mars, a progressé de nouveau et a atteint 40,1 points en juin. Ceci est dû à des conditions générales extrêmement bonnes. Même si les anticipations économiques ont très récemment baissé, la croissance demeure à un niveau comparativement élevé, le taux prévu pour 2012 approchant de 1 %. Le facteur décisif réside dans le fait que le taux de chômage continue à baisser et, à 6,6 %, a atteint son plus bas niveau depuis 1991. À cela s'ajoutent des accords prévoyant une hausse importante des salaires dans tous les secteurs. En outre, la pression de l'inflation a récemment quelque peu diminué. En mai, la hausse des prix utilisée pour déterminer le coût de la vie a baissé en dessous du niveau psychologique clé de 2 %. Les prix de l'essence en particulier, qui sont importants sur le plan psychologique en Allemagne, ont baissé assez considérablement récemment. Par conséquent, les consommateurs pensent que leur pouvoir d'achat s'est de nouveau renforcé.

En général, les anticipations de revenu, de faible niveau, se sont avérées relativement stables en **Espagne** au cours des quelques derniers mois. L'indicateur se situait à - 29,7 points en mars et à - 32,9 points en juin, mais il a affiché une chute de courte durée en mai où il a atteint - 43 points. Le problème le plus urgent de l'Espagne réside dans son taux de chômage élevé qui approche les 25 % à présent. Il s'agit du taux le plus élevé de tous les pays industrialisés du monde. En général, 60 % de la population au chômage, jeunes et personnes âgées, pensent qu'il sera très difficile, voire impossible, de trouver un emploi dans les 12 prochains mois. En raison de la grande incertitude sur les marchés financiers, la dette souveraine et, par conséquent, le déficit public ne cessent d'augmenter. La stipulation de la Commission européenne imposant à l'Espagne d'augmenter ses impôts indirects commence à avoir un impact. Le ministre des Finances envisage d'imposer un taux de TVA plus élevé sur divers produits. Les chambres d'hôtel, les transports, les salles de cinéma et l'alimentation, susceptibles d'être désormais assujettis au taux de TVA normal de 18 % au lieu du taux réduit actuel de 8 %, pourraient également être touchés. Ceci aurait évidemment des répercussions sur le pouvoir d'achat des consommateurs espagnols. La valeur de leurs revenus déjà bas sera, selon toute probabilité, encore plus faible.

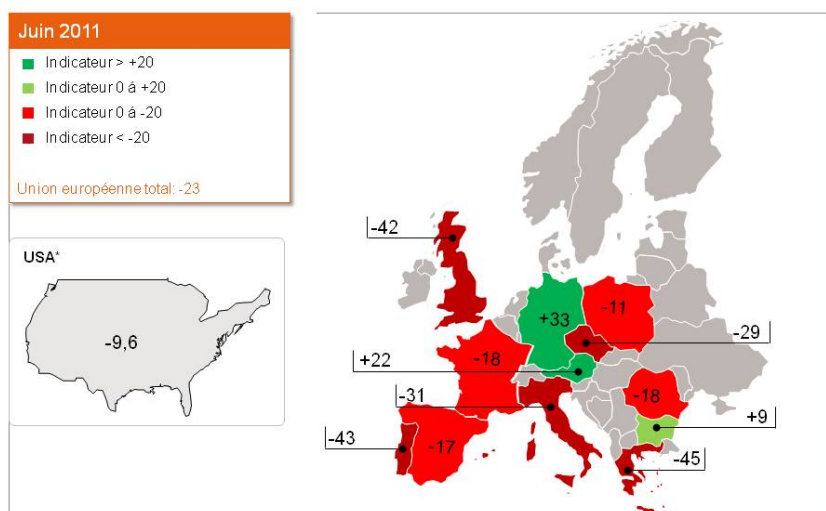
Bien que les anticipations de revenu des consommateurs **Tchèques** se fussent légèrement redressées en janvier, elles avaient de nouveau baissé en mai où elles se situaient à - 42,7 points en raison de la recrudescence de la crise financière. Elles se sont à nouveau améliorées en juin où elles avaient atteint le niveau actuel de - 24,5 points. L'évolution positive saisonnière du marché du travail est l'une des raisons de ce redressement. Le taux de chômage se situe actuellement à 6,7 %. Cependant, cette hausse ne sera probablement que de courte durée. L'économie tchèque est tombée en récession au deuxième trimestre. Une croissance économique de seulement 0,2 % est prévue pour 2012. En outre, le gouvernement a récemment approuvé une augmentation de la TVA au début de 2013 ; celle-ci passera de 14 et 20 % à 15 et 21 % respectivement. L'inflation se situe actuellement à 2,7 %, par conséquent bien au-dessus de la barre critique des 2 %. Dans le cadre du processus de réforme, des milliers de fonctionnaires seront licenciés dans le secteur public. Ces circonstances sont toutes des raisons pour lesquelles les Tchèques ne s'attendent pas à une augmentation des traitements et salaires ou à un accroissement de leur pouvoir d'achat.

Au cours des quelques derniers mois, les anticipations de revenu des **Greco**s ont enregistré la plus faible valeur cette année (- 66,6 points en février 2012), mais elles ont augmenté jusqu'à la valeur actuelle de - 48 points. La valeur de l'indicateur semble avoir atteint son plus bas niveau pour l'instant, mais la situation demeure extrêmement critique. Le taux de chômage se situe bien au-dessus des 22 % et bon nombre de travailleurs n'ont pas été payés depuis plusieurs mois. L'économie est en pleine

récession, et on n'en voit pas la fin. Cependant, les Grecs s'accrochent à l'espoir que la réélection de juin (qui s'est tenue après la conduite de l'enquête) ramènera au pouvoir un gouvernement pro-européen qui pourra négocier avec la troïka afin d'obtenir davantage de temps pour que la Grèce puisse remplir les conditions du plan d'aide. Il y a aussi l'espoir que les réformes engagées finiront par faire effet et permettront à l'économie de se redresser petit à petit. Le pouvoir d'achat des consommateurs est actuellement renforcé par la baisse des prix de l'alimentation et du matériel électronique, en particulier.

Disposition à acheter : les Français dépensent, les Britanniques épargnent

Disposition à acheter en Europe



* Les valeurs des États-Unis ne peuvent pas être standardisées parce que les séries chronologiques sont trop courtes. Il n'y a donc pas de comparaison directe possible entre ces valeurs et les valeurs de l'Union européenne.
Source: Étude sur la consommation de la Commission européenne, indicateur de GfK; pour les États-Unis: Étude GfK sur la consommation

Dans la plupart des pays européens, la disposition à acheter, de faible ou très faible niveau, s'est avérée relativement constante. Elle s'est améliorée dans certains pays au cours du dernier ou des deux derniers mois. Les consommateurs sont préoccupés par les augmentations d'impôts supplémentaires dans le cadre des mesures de consolidation mises en œuvre dans l'Europe entière. Dans certains pays, les hausses de TVA, qui entreront en vigueur au début de l'année prochaine, ont déjà été approuvées. Par conséquent, les consommateurs pensent que les circonstances sont à présent favorables aux achats importants. Cependant, il y a une énorme différence entre vouloir consommer et pouvoir consommer. Nombreux sont ceux qui ne peuvent simplement pas se permettre de faire des achats importants en ce moment, même si le moment est opportun. À présent, les plus faibles valeurs de la disposition à acheter sont au Royaume-Uni (- 42,3 points), au Portugal (- 43,2 points) et en Grèce (- 45,2 points). Les plus avides de consommation sont les Bulgares (8,5 points), les Autrichiens (22,4 points) et les Allemands

(32,7 points). La moyenne de l'Union européenne se situe à - 23 points. Les États-Unis* se situent au niveau de - 9,6 points.

Même si la disposition à acheter des **Britanniques** s'est légèrement améliorée au cours des trois derniers mois, elle demeure au niveau extrêmement faible de - 42,3 points. En mars, l'indicateur s'établissait à - 49,5 points. La récession à double creux de l'économie britannique du début de l'année était en partie due aux consommateurs désillusionnés. Par ailleurs, ceci a renforcé encore davantage l'incertitude au sein de la population. Même si le Royaume-Uni ne fait pas partie de la zone euro, il est certainement affecté par les conséquences. D'une part, le pays participe au fonds d'aide par le biais de la Banque mondiale et du FMI. D'autre part, la crise a un impact direct sur l'ensemble de l'économie britannique à travers la réduction des exportations. Et, enfin, le Royaume-Uni n'avait pas encore surmonté la première crise financière après la chute de Lehman Brothers en automne 2008 lorsque la deuxième crise s'est produite. La crise a coûté cher au Royaume-Uni en termes de programmes économiques, et le déficit de l'État a presque doublé. Le chômage, et en particulier le chômage à long terme, continue à augmenter. Compte tenu de ces circonstances, les consommateurs font très attention à leur argent et réfléchissent bien à la nécessité des achats. La période d'intempérie des dernières semaines a découragé encore davantage les consommateurs britanniques à faire des achats.

En **France**, la disposition des consommateurs à dépenser a régulièrement augmenté au cours des quelques derniers mois. L'indicateur se situe actuellement à - 17,6 points, qui est la valeur la plus élevée depuis novembre 2007. Après une croissance économique surprenante à la fin de l'année dernière, la France est retombée en récession cette année. La crise est de retour en France. Au printemps, la note de crédit du pays a été abaissée par plusieurs agences de notation. La France doit payer des taux d'intérêt plus élevés pour ses obligations d'État et les banques françaises sont enlisées dans les profondeurs de la crise financière. Ceci est surtout dû à son engagement intense dans les pays en crise, à savoir la Grèce, l'Espagne et le Portugal, où les banques françaises principales ont des filiales et un niveau de prêts important. La dette croissante de l'État contraint le gouvernement français à mettre en place des mesures d'austérité draconiennes. Les consommateurs s'attendent également à une augmentation d'impôts. Comme, actuellement, la population est toujours relativement aisée, beaucoup envisagent d'investir leur argent dans des achats de grande valeur maintenant au lieu de l'épargner auprès de banques en proie à des difficultés causées par la crise.

En **Bulgarie**, la disposition à acheter n'a cessé d'augmenter au dernier trimestre. Alors que l'indicateur se situait à - 7,4 points en mars, il a progressé jusqu'à 8,5 points en juin. Outre l'Autriche et l'Allemagne, la Bulgarie est par conséquent le seul pays où la valeur de la disposition à

acheter est positive. Suite aux années de crise 2009 et 2010, l'économie bulgare a retrouvé des bases solides et enregistré une croissance de 2,2 % l'année dernière. Celle-ci a également augmenté de 0,5 % au premier trimestre de cette année, ce qui n'est pas mal compte tenu de la crise financière. Cependant, les prévisions de croissance économique de cette année sont plus faibles. Le taux de chômage demeure élevé, à environ 12 %. Cette situation provoque des sentiments très contradictoires parmi les consommateurs bulgares. Il y a néanmoins de l'espoir car une croissance lente mais régulière des revenus est prévue pour la Bulgarie dans les prochains mois. Il s'agit d'une bonne prévision en temps de crise ; celle-ci devrait remonter le moral des consommateurs.

La disposition à acheter en **Pologne** reflète clairement l'incertitude de la population du fait de la recrudescence de la crise financière. En mars, l'indicateur s'établissait à - 3,6 points. Les données économiques étaient bonnes à tous les égards et une évolution positive était prévue pour le pays. Comme la situation en Grèce et en Espagne s'est aggravée en mai, l'indicateur a chuté jusqu'à - 28,4 points. Il s'est légèrement redressé en juin et se situe actuellement à - 11 points. Il est évident que les Polonais craignent que la Pologne soit entraînée dans la spirale descendante avec les pays en crise. Les trois indicateurs ont évolué presque en parallèle avec ceux des trois pays en crise. Les consommateurs sont convaincus que l'évolution positive de l'économie polonaise ne pourra pas se maintenir si la situation globale en Europe, et surtout en Grèce, en Espagne et en Italie, ne s'améliore pas. Il est clair que la croissance économique élevée, la baisse du taux de chômage et la hausse des traitements et salaires ne suffisent pas pour apaiser cette crainte.

À propos de l'étude

Ces résultats sont extraits de l'étude GfK Climat de la consommation MAXX qui est fondée sur des entretiens commandités par la Commission européenne et réalisés chaque mois auprès de consommateurs dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. L'étude GfK Climat de la consommation en Europe offre un aperçu de l'évolution des anticipations économiques et de revenu et de la disposition à acheter des consommateurs en Allemagne, en Autriche, en Bulgarie, en Espagne, en France, en Grande-Bretagne, en Grèce, en Italie, en Pologne, au Portugal, en République tchèque et en Roumanie. Ces douze pays représentent environ 80 % de la population totale des 27 pays de l'Union européenne.

Les entretiens mensuels sont répartis entre les pays pris en compte comme suit :

Autriche	1 500
Bulgarie	1 000
République tchèque	1 000
France	3 300
Allemagne	2 000
Grèce	1 500
Italie	2 000
Pologne	1 000
Portugal	2 100
Roumanie	1 000
Espagne	2 000
Grande-Bretagne	2 000

*GfK effectue également l'étude Climat de la consommation aux États-Unis depuis le mois de mars 2011. Les questions sont les mêmes que pour l'étude dans l'Union européenne. Les données ne peuvent pas être standardisées parce que les séries chronologiques sont relativement courtes. Par conséquent, il n'est pas possible de fixer une moyenne à long terme à 0.

Pour plus d'informations : Rolf Bürkl, tél. +49 911 395-3056,
rolf.buerkl@gfk.com ou http://www.gfk.com/consumer_climate_europe

Le tableau suivant propose un aperçu de chaque indicateur :

Anticipations économiques	Cet indicateur se base sur la question suivante posée aux consommateurs : « Selon vous, de quelle manière va évoluer la situation économique générale au cours des 12 prochains mois ? » (nette amélioration - légère amélioration – aucune évolution - légère dégradation – nette dégradation – sans opinion)
Anticipations de revenu	Cet indicateur se base sur la question suivante posée aux consommateurs : « Selon vous, de quelle manière va évoluer la situation financière de votre budget au cours des 12 prochains mois ? » (nette amélioration - légère amélioration – aucune évolution - légère dégradation – nette dégradation – sans opinion)
Disposition à consommer et à acheter	Cet indicateur se base sur la question suivante posée aux consommateurs : « Selon vous, est-il recommandé, à l'heure actuelle, de faire des achats importants ? » (oui, les circonstances sont favorables – les circonstances ne sont ni particulièrement favorables, ni particulièrement défavorables - non, les circonstances sont défavorables – sans opinion)

À propos de GfK

GfK est l'un des plus importants instituts d'études du monde qui emploie plus de 11 500 experts dont le travail consiste à ouvrir de nouvelles perspectives sur le mode de vie, de pensée et d'achat des gens au quotidien, sur plus de 100 marchés. GfK innove et utilise constamment les technologies les plus récentes et les méthodologies les plus intelligentes pour offrir à ses clients la meilleure connaissance des personnes les plus importantes au monde : leurs clients. En 2011, GfK a réalisé un chiffre d'affaires de 1,37 milliard d'euros.

Pour en savoir plus, consultez www.gfk.com ou suivez GfK sur Twitter : www.twitter.com/gfk_group

Responsable de la législation de presse
GfK SE, Corporate Communications
Marion Eisenblätter

Nordwestring 101
D-90419 Nuremberg
Tél. : +49 911 395-2645
Fax : +49 911 395-4041
public.relations@gfk.com